

L'école ingouvernable par Danielle Masson

"L'éducation nationale est la plus effroyable pagaille du monde entier" disait Michel Rocard. Je ne suis pas sûre d'être tout à fait habilitée pour vous parler de l'Education nationale. D'une part parce que j'ai enseigné, pendant trente sept ans, les lettres classiques dans un lycée d'Etat : je n'en suis pas ressortie indemne et j'en ai forcément été un peu complice. Complicité qui se prolonge avec notre belle-fille elle-même professeur des écoles, comme on dit maintenant. D'autre part, parce que nous avons choisi pour nos enfants des écoles catholiques hors contrat et que plusieurs de nos petits-enfants suivent leurs traces.

Je me trouve donc dans la position inconfortable de l'opportuniste qui a largement profité d'un système qu'elle a jugé assez nocif pour l'épargner aux siens.

Ce que je vais essayer de vous montrer, c'est que, contrairement à ce que pense Michel Rocard, l'Education nationale est un ordre, un ordre monstrueux sans doute, mammoth ou dinosaure soviétiforme et budgétivore tant qu'on voudra, mais un ordre. Si la pagaille est pourtant visible et palpable, elle vient des effets pervers de cet ordre, de ce projet concocté par des sociologues, des pédagogomaniaques, des idéologues qui forment trois armées capables de faire exploser l'école. J'essaierai donc de distinguer une école des sociologues, une école des pédagogomaniaques, une école des idéologues, mais c'est la nécessité d'un plan qui m'impose cette distinction, plus que la réalité où tous sont complices, car, comme le dit Liliane Lurçat, "*le gentil pédagogue peut cacher un méchant idéologue*".

I- L'école des sociologues ou l'égalité obsessionnelle

A l'origine de notre école, le plan Langevin-Wallon.

Pour comprendre de quelle école nous héritons, il faut remonter à la fin de la Seconde Guerre mondiale : à une époque quasi insurrectionnelle, De Gaulle accepte un Yalta culturel : laisser les mains libres à la gauche dans le domaine de la culture et de l'éducation, en échange d'un répit social. La droite peut gouverner, c'est la gauche qui enseigne. Ainsi, en 1974, Valéry Giscard d'Estaing est président de la République. Un proche collaborateur lui suggère Raymond Aron comme ministre de l'Education nationale. Giscard refuse : "*Vous n'y pensez pas !*". La gauche soigne ses intellectuels. La droite boude les siens. Quant à Luc Ferry, petit neveu du grand Jules et intellectuel de gauche, ce fut le choix de Raffarin ; "*Luc Ferry, c'est une prise de guerre*", disait-il en privé.

En 1946-47, une commission d'enseignement, présidée par les communistes Langevin et Wallon, prône l'idéologie marxiste : il n'y a pas de nature humaine ; l'homme est l'ensemble des rapports sociaux. Les différences entre les hommes sont le résultat du conditionnement socio-culturel. L'école égalitaire produira donc "l'élévation continue du niveau de la nation".

Trois conditions sont nécessaires et suffisantes :

- La carte scolaire pour empêcher le choix des établissements.
- Le tronc commun des élèves pour que tous reçoivent le même enseignement.
- Le tronc commun des maîtres, pour que les professeurs, de la maternelle à la terminale, soient recrutés au terme du même cursus.

La proposition de loi reprenant les travaux de la commission fut rejetée le 11 juillet 1947. L'école de Jules Ferry disposait d'un sursis de douze ans.

De 1959 à 1991, les conditions du plan Langevin - Wallon, véritable matrice idéologique des réformistes éducatifs, furent remplies.

- 1959 : réalisation de la carte scolaire.
- 1975 : tronc commun des élèves jusqu'à la troisième, avec René Haby et sous Giscard : quand la droite enseigne, elle joue les intérimaires de la gauche.

Puis, prolongement du tronc commun, par Alain Savary, jusqu'à la seconde.

- 1991 : Jospin et son conseiller Allègre (tous deux trotskistes) instituent les I.U.F.M. (Instituts de

formation des maîtres) qui font des enseignants des "acteurs sociaux", et réalisent la programmation idéologique du corps enseignant.

Une situation figée

L'essentiel de la réforme est donc réalisé en 1991. D'où, depuis, une situation quasiment figée, verrouillée par les syndicats qu'on a appelés joliment les révolutionnaires du statu quo. Pour eux, la seule question est celle des moyens - toujours plus de moyens pour les cancre les plus chers du monde - mais la question des fins, indiscutées et indiscutables, n'est jamais posée. Les ministres qui ont voulu amorcer la réforme de la réforme s'y sont cassé les dents, et se sont brisés sur les récifs des manifs. Un proche de Fillon disait : "il est monté sur le Titanic. Qu'y pouvait-il ? ". Les réformes, ça se termine toujours entre Bastille et Nation.

Bayrou, qui tempêtait dans La décennie des mal appris contre le *"Collège unique, collège inique"*, s'est bien gardé d'y toucher quand il est arrivé au ministère, s'est fait couleur de muraille et a sagement cogéré *l'Education nationale* avec les syndicats.

En 1993, la suppression des I.U.F.M. était préconisée par Fillon, alors Secrétaire d'Etat aux universités. L'idée fut reprise par Luc Ferry. Elle fut abandonnée par l'un et l'autre, car les I.U.F.M. sont indispensables "comme organes de reproduction du pédagogisme". Même lorsque Ferry se contentera de vouloir *"le recentrage de l'Ecole sur ses finalités fondamentales : lire, écrire, compter"*, il fut contesté. Qu'on se rappelle Chevènement exprimant cette même volonté. Les journaux s'interrogèrent gravement : *"Monsieur Chevènement n'est-il pas de droite ?"*.

Les grands prêtres, Bourdieu et Meirieu

Pas question donc, d'opérer la réforme de la réforme. Et de la sacro sainte réforme, deux personnages sont les gardiens vigilants : Pierre Bourdieu et Philippe Meirieu.

Au début des années 60, le sociologue marxiste pierre Bourdieu annonce et promet les fruits empoisonnés de mai 68. Pour lui, l'école est une machine à reproduire, de génération en génération, les inégalités sociales, ce qu'il appelle *"la reproduction des élites"*. Il donne donc à l'école comme mission première non plus la transmission des savoirs, mais la lutte obsessionnelle contre les inégalités.

Prenant le relais de Bourdieu, Philippe Meirieu dirigea l'I.N.R.P. (Institut national de recherche pédagogique) et fut l'inspirateur, en 1998, du questionnaire proposé par Allègre aux lycéens, et qui poussa jusqu'à l'extrême la logique consumériste : *"De quoi avez-vous envie ? On vous le donne"*.

Dans *L'école ou la guerre civile*, Meirieu prend acte des risques de guerre civile que fait courir au pays le morcellement des communautés. Mais pour lui, la fracture sociale vient de la fracture scolaire ; ce sont les partisans de l'école-sanctuaire qui préparent le drame des banlieues. La violence dans l'école vient de la violence de l'école.

Au contraire, l'école lieu de vie, par la liberté qu'elle suscite, épargnera la guerre civile. Les conflits doivent se résoudre par le brasage généralisé des enfants et l'uniformisation idéologique : *"Seul le mixage des enfants de tous les milieux et de tous les niveaux permettra d'unifier les pensées en une pensée commune"*. Projet totalitaire de pensée unique et utopie de la fin de la violence se mêlent. Dans l'école idéale selon Meirieu, pas de redoublement, pas d'orientation précoce, pas de compétition entre les élèves. Pas de hiérarchie non plus entre les élèves et les professeurs : *"apprendre à lire, c'est prendre le pouvoir sur les autres"*. Poussant jusqu'au bout la logique de l'absurde, il dénonce *"l'arrogance de l'intelligence rationaliste"*, qu'il accuse d'avoir *"érigé en absolu la valeur de vérité"*, celle-ci étant *"facteur d'exclusion"*. On n'est pas loin du mot de Roland Barthes : *"Le langage est fasciste parce qu'il cherche à convaincre"*.

Effets pervers

Tous égaux donc. Mais cette obsession égalitaire a ses effets pervers : si tous les élèves sont égaux, certains sont un peu plus égaux que les autres. L'école comme ascenseur social est en panne. L'obsessionnelle égalité des chances se transforme en généralisation des malchances, et l'école renforce les pesanteurs sociales et défavorise les défavorisés : un quart des élèves entrant en sixième ne maîtrisent ni la lecture, ni l'écriture, ni le calcul. En 1966, le pourcentage d'étudiants d'origine populaire à l'E.N.A., à l'E.N.S. et à l'X. était de 15,4 %, il est passé à 7 % pour les années 1992-1993.

Contrairement au vœu de Meirieu, l'école importe, condense et amplifie les conflits de la société. On n'aura pas l'école ou la guerre civile, mais l'école et la guerre civile. Jean-Claude Milner (*à bas les élèves!*) affirme qu'une classe est une cocotte-minute des situations toujours prêtes à exploser. Nicolas Revol (*Sale prof!*) décrit ainsi la classe de terminale B.E.P. : *"Ma classe est disposée en "U". Face à moi, au fond de la classe, il y a le petit groupe d'Africains, à ma droite les Maghrébins et à ma gauche les autres. Ainsi chacun peut observer chacun en toute liberté. Les camps sont déjà faits en cas de discorde ou de conflit"*.

La volonté d'égalitarisme a suscité une hétérogénéité ingérable. D'où les fortes paroles de Xavier Darcos, qui fut ministre délégué à l'enseignement secondaire du temps de Luc Ferry : *"Il faut oser dire qu'on ne peut entrer en sixième tant qu'on ne sait ni lire, ni écrire, ni compter. Il faut oser dire que l'hétérogénéité des classes handicape aussi bien les plus forts que les plus faibles. A Henri IV, le professeur fait de l'enseignement de grande qualité, au Val Fourré, il essaie de ne pas se faire casser la gueule par sa classe de beurs"*.

II - L'école des Pédagomaniaques,

Ou l'école des Egos, des "Moi, je" le pronom à double culot

La république des enfants

L'égalitarisme extrême préconisé par les sociologues rejoint les projets des pédagomaniaques et nous en venons donc au 2ème point pour eux, la pédagogie n'est pas l'art de transmettre les savoirs, mais une science qui reconnaît une république des enfants parallèle à la société des adultes, organisée selon les mêmes principes d'égalité et de liberté qu'elle.

Ainsi, dans un I.U.F.M., on a proposé de chercher une solution à la situation pédagogique suivante : le chahut. Deux réponses proposées : la première : faites leur faire du yoga.

La deuxième : fixez par contrat avec les élèves le niveau sonore et les mouvements incontrôlés de la classe. Un chahut contractuel en somme, avec les sujets de droit que sont devenus les enfants. La négociation a remplacé l'autorité.

Ma culture, ta culture, et qu'est-ce que tu viens m'embêter !

Corollaire de la république des enfants, les cultures deviennent équivalentes : pas de hiérarchie entre le rap et Mozart, le tag et Raphaël. J'ai entendu un inspecteur de l'Education nationale dire que Balzac et Krasucki ne différaient que par les registres du vocabulaire. D'où l'idéologie du vécu, au nom de laquelle on oblige les enfants à dessiner le plan de leur bloc d'H.L.M., plutôt que l'intérieur d'une pyramide égyptienne. Au nom de la même idéologie, un manuel de français de première demande aux élèves de transposer dans leur monde le grand dépit amoureux d'Hermione : Pyrrhus y devient un garçon coiffeur gay qui, pour mieux pimenter sa jalousie, *"la lâche pour un mec"*.

La culture est le comportement quel qu'il soit d'un groupe : Ma culture, ta culture, et qu'est-ce que tu viens m'embêter ! Quant à l'école, elle devient le ghetto des particularismes où tout se vaut et rien ne vaut. C'est comme l'écrivent Françoise Thom et Isabelle Stal, *L'école des barbares*, où *"la pédagogie est le Cambodge de la culture : après son passage, il ne reste que cendres et faux semblants"*.

Une pause étymologique

Réfléchissons un instant, aux antipodes de l'école des pédagogomaniaques, à ce que devraient être l'élève, l'école, le maître, la culture.

Qu'est-ce que le maître ? C'est celui qui en sait plus que l'enfant (magis-ter). Qu'est-ce que l'instituteur ? Celui qui institue, instruit et forme par l'éducation, et *"la bonne institution*, dit Descartes, *sert beaucoup pour corriger les défauts de la naissance"*. Qu'est-ce que l'élève ? Celui que l'on élève, justement, que l'on conduit hors de soi (e-ducere).

Qu'est-ce que l'école ? Le temps de la scholè, c'est-à-dire de la pause et du loisir fécond, où l'intelligence s'ouvre à la culture.

Et qu'est-ce que la culture ? Cicéron disait que c'était l'agriculture de l'âme, l'art de l'élever par l'émondage et la greffe. Pour reprendre l'expression de Finkielkraut, la culture c'est *"ce qui met en forme l'être brut, le dépend de lui-même, lui enseigne à brider sa spontanéité envahissante et à dire "après vous"*. Cela commence par la politesse et se parachève par l'admiration et l'appropriation des grands modèles de la littérature, de la philosophie, de l'art.

Rien de tout cela n'est compatible avec l'égalitarisme niveleur et la République des enfants. *"Il faut arrêter d'envisager la question scolaire, dit encore Finkielkraut, dans la seule perspective des droits de l'homme. Là où il n'y a plus que des droits de l'homme, il n'y a plus d'école. Ni l'effort, ni l'écoute, ni l'attention, ni l'amitié pour le monde, ni l'autorité et la confiance qu'elle suppose ne sont des droits de l'homme"*.

L'école de la République

Cette école de l'effort, de l'écoute, de l'attention, de l'autorité et de la confiance, ce fut l'école de Jules Ferry. Je n'ai nullement l'intention d'idéaliser l'école de Jules Ferry. Elle s'est constituée dans la violence et la volonté de puissance. *"Mon but ? disait Ferry organiser l'humanité sans Dieu"*. Il s'agissait d'arracher les écoles aux congrégations religieuses et d'en donner le monopole à l'Etat : *"qui tient les écoles de France tient la France"*, disait Jean Macé. Et Jules Ferry, lors du vote, en 1880, de la loi Camille See qui créa l'enseignement secondaire de jeunes filles : *"Celui qui tient la femme tient tout"*.

Mais, en matière de morale, c'est à la morale de nos pères que se référaient les hussards noirs de la République. Ils ne détestaient rien tant que l'Eglise, l'alcool et la royauté, mais ils rivalisaient de morale avec Monsieur le Curé ! Et l'ascenseur social n'était pas en panne : c'était l'école du boursier et non de l'héritier, et le nivellement par le haut, pour qu'au moins *"les paysans puissent tracer leurs sillons en récitant des vers de Virgile"*.

L'école et la société n'étaient pas poreuses : le clergé des hussards noirs accomplissait l'acte sacré de la transmission des savoirs dans une école citadelle pour mieux être le creuset de l'homme nouveau. Les écoles, disait Jean Zay, ministre radical-socialiste de l'Education nationale entre 36/39, sont *"ces asiles inviolables et sacrés où la querelle des hommes ne pénètre pas"*.

Double révolution copernicienne

Double révolution copernicienne aujourd'hui : on est passé de l'école de la république, école sanctuaire où s'opérait la transmission des savoirs, à l'école de la société. L'école s'effondre, se dissout, se rend à la société dont elle devient le reflet et dont elle importe en ses murs les violences. Le passage officiel se fait en 1996 avec la commission Fauroux : *"il faut suivre l'évolution et non lui commander. L'école ne peut que s'adapter aux conséquences d'une évolution que lui impose l'attitude du corps social lui-même. Elle n'est gardienne, en propre, d'aucun principe et d'aucune valeur. Le temps des hussards noirs de la République est définitivement clos"*. Ni fleurs ni couronnes.

Une ère nouvelle s'annonce, et une deuxième révolution, qui place l'élève, ses besoins du moment et ses capacités actuelles au centre du système scolaire. On veut son épanouissement, on se fie à sa libre créativité, on ne lui impose rien, et même on ne lui explique rien : *"Chaque fois qu'on explique quelque chose à l'enfant, on l'empêche de l'inventer"*, dit Philippe Meirieu. L'enfant doit être *"l'acteur de son éducation, de son projet personnel, de sa propre construction des savoirs"*. C'est ce qu'on appelle le constructivisme, où *"l'appropriation des connaissances s'oppose à la transmission de celui qui sait à celui qui ne sait pas"*. (Rapport Migeon). Pratiquement, le constructivisme légitime l'abandon pédagogique des enfants, qui doivent devenir des autodidactes scolaires ; ou rester des barbares, car tout le monde n'est pas Gustave Thibon.

III - L'école des idéologues

Le leurre de l'autonomie

Une telle autonomie est évidemment un leurre. Privé de son droit à l'enfance, c'est-à-dire privé du droit de grandir tranquille dans un espace protégé, l'enfant puis l'adolescent est plus aisément manipulable, et c'est ainsi que nous arrivons à l'école des idéologues, qui rêvent d'une emprise totale - nous dirions totalitaire - sur l'âme adolescente.

Marcel Gauchet n'a pas tort de dire que la pédagogie de l'enfant-roi ne sera probablement qu'une parenthèse. Elle correspond à une société d'individus sans rien pour les tenir ensemble, ni communauté de destin, ni transcendance. Et le rien appelle le tout, c'est-à-dire le projet totalitaire. *"Parti de la liberté illimitée, dit le Kirilov de Dostoïevski, j'ai abouti au despotisme illimité"*.

C'est ce qu'ont bien compris, prévu et voulu les pédagomaniaques, complices des idéologues et souvent idéologues eux-mêmes. Philippe Meirieu, apôtre de l'épanouissement de l'enfant, dit aussi par ailleurs : *"nous faisons clairement et absolument le choix de la prééminence absolue du politique"*, et, *"ce qui peut structurer l'école obligatoire, c'est d'abord une réflexion sur le type d'homme qu'on veut former"*.

On fait croire à l'enfant qu'il est roi, à l'adolescent qu'il est libre, sur le modèle rousseauiste de L'Emile, premier ouvrage d'une autorité tutélaire assez habile pour dissimuler sa tutelle ; le sujet qu'elle guide a l'assurance qu'il n'obéit qu'à lui-même, dans le temps même où l'on confisque sa liberté. Ce n'est plus le totalitarisme dur du Big Brother de Georges Orwell ; c'est le totalitarisme doux, consenti, fusionnel de Big Mother, à la manière du Meilleur des mondes d'Aldous Huxley.

Projets totalitaires sur l'école

Pour comprendre les articulations du projet totalitaire sur l'école, on peut puiser dans les textes des spécialistes de l'éducation formés dans les milieux révolutionnaires américains qui ont investi les départements "Education" des différentes institutions internationales : U.N.E.S.C.O., Conseil de l'Europe, Commission de Bruxelles et O.C.D.E. On en trouve un florilège impressionnant dans deux livres : *Machiavel pédagogue* de pascal Bernardin et *Voyage au bout de l'école* de Philippe Caffot (Godefroy de Bouillon, 1999). Ces textes révèlent une véritable internationale de l'utopie pédagogique.

Les moyens

Le moyen de bâtir un homme nouveau, pour l'U.N.E.S.C.O., ce n'est pas d'inculquer des idées nouvelles par la force de conviction d'un argumentaire, mais de modifier, de façonner les attitudes et les comportements par des moyens interactifs comme la thérapie collective, les sociodrames, les jeux de rôles.

Cette manipulation sera d'autant plus aisée qu'elle aura été préparée dès l'enfance, au moment où l'enfant apprend à lire. La méthode globale ou semi-globale, très bien étudiée par Elisabeth Nuyts dans *L'école des illusionnistes*, incite l'enfant à reconnaître les mots globalement, comme des idéogrammes, mais sans en comprendre le code, au contraire de la méthode syllabique, qui part logiquement de l'élément, la lettre, pour arriver à la syllabe, puis au mot, enfin à la phrase. Précisons que cette méthode, que l'on attribue au Belge Ovide Decroly, avait d'abord été mise au point avant lui pour les sourds profonds, à l'école des sourds-muets de Paris. Il est pour le moins paradoxal de l'appliquer à des enfants qui ne sont ni sourds, ni muets, et de court-circuiter chez eux l'audition et la parole. A moins que le but visé ne soit de déstructurer l'esprit de l'enfant.

S'y ajoutent les grammaires où l'on remplace l'analyse par des repères analogiques et des moyens mnémotechniques : le passé composé sera reconnu, par exemple, parce qu'il est toujours composé de deux mots. Le verbe et le nom ne seront pas reconnus par la question traditionnelle *"qui fait quoi ?"*. *"Qu'est-ce qu'il ou elle fait ?"* mais par les petits mots placés avant : *"je, tu, il"*, etc..., devant le verbe, *"le, la, les"*, etc... devant le nom.

Ainsi, dit Elisabeth Nuyts, l'enfant est privé de la perception du temps, pourtant *"essentiel à sa construction"*, et *"la relation du sujet à l'acte s'estompe, la perception de son identité aussi"*.

On peut joindre au dossier les problèmes pièges qui court-circuitent la réflexion. Tel celui mentionné par Jeanne Smits et proposé au cours élémentaire : *"il y a quatre rangées de huit élèves. Quel âge a la maîtresse ?"*. Beaucoup, par automatisme, ont répondu 32 : l'addition, la soustraction, la division donnant des résultats absurdes, c'est la multiplication qui s'imposait.

Ainsi voit-on que l'autonomie est un leurre. Car le moyen, le chemin de l'autonomie, c'est l'analyse, mais, comme le dit Françoise Thom, *"la bête noire de la pédagogie est l'analyse, parce qu'elle suppose une activité autonome de l'esprit au lieu d'une perception globale des choses"*. L'adolescent est ainsi mûr pour la manipulation.

Les fins

Mais, me direz-vous, dans quel but manipuler ?

L'U.N.E.S.C.O. s'en est expliquée dans un travail déjà ancien, publié en 1964 et intitulé *La modification des attitudes*. On y lit *"qu'il s'agit de diminuer des attitudes associées au préjugé social, religieux, ou ethnique"*, ou encore d'opérer dans l'esprit des *"déplacements du nationalisme vers l'internationalisme, du traditionalisme vers le matérialisme, du système patriarcal vers l'égalité démocratique"*.

Autrement dit, et le Conseil de l'Europe prend le relais de l'U.N.E.S.C.O., il faut inculquer aux élèves une *"intelligence internationale"*, et les préparer à travailler dans une société multiculturelle, où ces cultures fusionnent pour donner un brouet aussi cosmopolite que l'on veut, pourvu qu'il se conforme à la religion démocratique.

Le sujet de français proposé cette année au bac technologique de l'Académie de Nantes fournit un exemple de diminution du *"préjugé ethnique"* - nous dirions national - Les élèves devaient rédiger une lettre en s'inspirant d'une chanson de Pierre Perret, Lilly : *"Une jeune immigrée écrit à sa famille restée en Somalie. Elle y dénonce l'intolérance et le racisme dont elle est la victime"*.

Par ailleurs, les manuels d'histoire, qui jusqu'en 84/85 exaltaient l'U.R.S.S. patrie des travailleurs et le travailleur français, au vote trop imprévisible, pour le remplacer par Dupont le franchouillard, béré,

moustache et baguette, et les manuels ont systématiquement valorisé *"le culte de l'Autre suprême"*, selon l'expression de Georges-Paul Wagner. Entre dans cette perspective le projet d'un manuel d'histoire générale de l'Europe, d'un manuel d'histoire universelle, avec la conception clairement exprimée d'une histoire qui *"devra être réécrite et réinterprétée"*.

Libéralisme et communisme

La subversion des esprits passe aussi évidemment par l'extrême libéralisme des mœurs.

Le sujet proposé au bac 2005 pour l'épreuve de S.V.T. (Sciences de la vie et de la terre) de Première littéraire en est l'illustration : à partir d'un article du Monde, d'ailleurs mensonger, puisqu'il affirmait que *"la légalisation de l'I.V.G. n'a pas eu d'impact démographique"*, et *"qu'une I.V.G. ne constitue pas une naissance en moins, mais une naissance reportée à plus tard dans un contexte plus favorable"*, les élèves étaient invités à *"dégager des arguments en faveur de l'autorisation de l'I.V.G. en France"*.

Remarquez que dans les deux sujets mentionnés au Bac 2005, il ne s'agit pas pour l'élève de mesurer les enjeux d'un débat, mais de défendre mécaniquement des articles de la pensée correcte : ce sont les T. P. de la *"modification des attitudes"*.

Pour bien l'ancrer, il faut renverser quelques obstacles :

Le premier, c'est la famille. L'U.N.E.S.C.O. affirme que les familles se sentant de moins en moins capables d'assumer leurs tâches traditionnelles d'éducation, c'est l'école qui s'en chargera, cumulant, selon un texte de l'O.C.D.E., *"l'éducation sociale et éthique, l'instruction civique, l'éducation spirituelle"*. Relayant et supplantant les familles, *"les programmes éducatifs diffusés par les médias pourraient contribuer à neutraliser la transmission familiale des préjugés"*.

Prolongement des familles ainsi dessaisies de leur vocation d'éducatrices, les écoles libres hors contrat seraient asphyxiées ou annexées sous couvert de la lutte contre les sectes.

L'hypothèse de Bernardin, corroborée par les éléments précédents, est ce qu'il appelle *"l'hypothèse mondialiste de convergence entre capitalisme et communisme"*, entre libéralisme économique et moral et collectivisation des esprits. A l'appui de cette hypothèse, on peut rappeler que les socialistes, du moins leurs dirigeants, se sont ralliés, dans les années 84/85, à la social-démocratie de marché et ont accepté de rester dans l'Europe, mais sans renoncer à la subversion culturelle. On est donc passé de l'appropriation collective des moyens de production à l'appropriation collective des esprits, via la révolution pédagogique.

Enseignement dual pour société duale

Cette révolution pédagogique aboutit à un système d'enseignement dual pour une société duale :

Dominés/dominants, caste dirigeante instruite séparée d'un peuple ignorant.

Un texte de l'U.N.E.S.C.O. remarque en effet : *"L'un des paradoxes de la société moderne, est qu'elle n'a pas besoin d'un grand nombre de gens instruits. La sélection s'opère dans ce qu'on appelle "l'élite sociale" qui fait le travail intellectuel nécessaire. Les autres doivent, soit s'occuper de l'exécution, soit tenir des emplois subalternes"*.

Le projet de l'U.N.E.S.C.O. est donc une véritable formation intellectuelle, doublée d'une formation idéologique, pour les plus doués, assurée dans les lycées internationaux. Pratiquement, l'école n'assumant plus son rôle d'ascenseur social, seul un petit nombre parmi les éléments les plus brillants du peuple parvient à cette formation, et, pour l'essentiel, le recrutement de l'élite scolaire se fait au sein de l'élite sociale ou proclamée telle : on a donc la reproduction des élites tant décriée par Bourdieu.

La révolution pédagogique, vecteur de l'idéologie mondialiste, rapproche ainsi le modèle communiste de sélection des élites sous le contrôle de l'Etat et un modèle ultra-libéral où la reproduction sociale s'effectue presque mécaniquement. A l'école comme dans la société, c'est le marché qui est au centre, et non l'homme, simple variable d'ajustement.

Le sommet européen de Lisbonne

Si l'on considère, en effet, le sommet européen de Lisbonne de Mars 2000, on trouve un véritable bouleversement des missions de l'école, que l'on peut résumer en trois points :

1 - Reconnaissance officielle du rôle dirigeant des institutions européennes dans la politique éducative des nations.

2 - Dogme selon lequel l'avenir économique de l'Europe dépend de sa capacité à rattraper les Etats-Unis dans le domaine de la culture numérique ; d'où la volonté de faire des élèves de zélés consommateurs du web, et pour cela d'introduire à l'école le marché des technologies nouvelles, selon le mot d'ordre *"le commerce électronique c'est l'avenir"*.

3 - Volonté d'adapter étroitement l'école aux mouvances de l'économie, et pour cela, une école à deux vitesses, très inégalitaire, formerait un petit nombre d'ingénieurs informaticiens, et un grand nombre de producteurs à compétences minimales, pour fournir au marché du travail un volume de main-d'œuvre disponible.

Bref, le débat instruction ou éducation qui divisait naguère républicains et pédagogues cède le pas devant l'exigence des ressources humaines, et les compétences transversales, flexibles, immédiatement exploitables, remplacent les savoirs traditionnels, et la culture acquise par les humanités classiques, que Jacqueline de Remilly appelait joliment la pédagogie du détour.

La mission de l'école est désormais de préparer les jeunes à une nouvelle forme de patriotisme : gagner la grande bataille de l'ère numérique.

Comme le dit Antoine de Crémiers dans l'escritoire : *"le Rabinagrobis libéral croquera la belette républicaine et le petit lapin pédagogue"*.

Conclusion

Devant une telle perspective, et pour conclure enfin, *"que faire ?"* comme aurait dit Lénine.

D'abord, prendre la mesure du désastre. Trente neuf réformes depuis la dernière guerre, un budget pharaonique, un million et demi de fonctionnaires et cent milliards d'euros de budget annuel ont fait de l'Education nationale un mammoth impossible à cornaquer et dégraisser, ou mieux, un dinosaure, comme le dit Allègre : *"si on leur marche sur la queue, il faut attendre un temps fou pour que le cerveau s'en aperçoive et réagisse"*.

En outre, l'exception française qu'est notre laïcité ne supporte pas le pluralisme, et n'est passée d'un laïcisme de combat à une laïcité apaisée que par la paix des cimetières : malgré la grande manifestation de 84, le gros mammoth de l'Education nationale s'est annexé le petit mammoth sous contrat d'association, qui est devenu une Education nationale bis.

A l'opposé de ce centralisme figé, étatique et syndical, les instances européennes incitent à l'innovation, la mobilité et la concurrence entre les écoles et les universités, pour, disent-elles, *"faire face aux changements intervenus dans le paysage social, économique et éducatif européen"*. La *"marchandisation de l'école"* semble aux antipodes du mammoth, immobile et lourd, de l'Education nationale. Pourtant, l'école des sociologues, l'école des pédagogomaniaques, l'école des idéologues, par la déstructuration des esprits, par l'emprise sur les âmes qu'elles opèrent, servent le projet européen

et mondialiste, qui consiste à instrumentaliser l'enseignement pour en faire une propédeutique à l'économie du marché.

Le thème de cette université, sorti du système, s'applique donc à merveille à l'Education nationale. Il faut laisser le mammoth mourir en paix et construire à côté.

L'avenir de la liberté est évidemment aux écoles hors contrat. Encore faut-il qu'elles aient les moyens de leurs ambitions, et que la sélection ne s'y fasse pas par l'argent. S'impose donc la solution du bon scolaire, lancée d'abord par la Cité catholique, et reprise par Guy Mollet, Alain Madelin, Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers, le congrès de 1979 de l'U.N.A.P.E.L., Itinéraires, l'Action familiale et scolaire, et j'en passe sûrement.

Cet après-midi, les tables rondes autour du thème "*les écoles hors contrat : la solution ?*" se chargeront de transformer leurs interrogations en certitudes.

D'une manière moins ambitieuse mais aussi efficace, les parents, qui ont choisi la liberté, et qui paient trois fois, pour le gros mammoth, pour le petit mammoth, et pour l'école qu'ils ont choisie pour leurs enfants, pourraient déduire de leurs impôts les sommes payées pour garantir l'éducation de leurs enfants, puisqu'ils font faire des économies à l'Etat enseignant. Cette économie devrait leur valoir une déduction fiscale de coût équivalent.

De toute façon, même si l'idée, dans le contexte actuel, reste largement utopique, le meilleur moyen de changer les choses dans l'Education nationale, serait d'organiser un référendum, pour que la logique démocratique, qui nous a réservé, en avril 2002 et en mai 2005, d'heureuses surprises, s'impose aux corporations de gauche. En vue, non d'une quarantième réforme, mais d'une révolution, ou, pour ceux qu'effaroucherait cette référence historique, en vue d'une réforme intellectuelle et morale, aussi urgente dans la société qu'à l'école, tant il est vrai, comme disait Péguy, que "*les crises de l'enseignement sont des crises de civilisations*".